

François Sureau : "Les Français ne sont pas un troupeau de moutons ou une garderie d'enfants"

François Sureau, écrivain et avocat, est l'invité du grand entretien de Nicolas Demorand et Léa Salamé à 8h20. Il évoque le confinement actuel, et ses inquiétudes sur ses conséquences à plus long terme sur notre démocratie et nos libertés.

France Inter - 7 à 9 - mercredi 1^{er} avril 2020

"[Le confinement] est d'abord une épreuve intime, personnelle", explique François Sureau. "Ces derniers jours, un de mes plus vieux amis a vu sa femme mourir à l'hôpital et avec sa fille n'a pas été autorisé à assister à la levée du corps. Comme des millions de Français, ils sont dans le même état que moi, je me fais du souci pour mon père en EHPAD avec un personnel qui s'occupe de lui, incroyablement dévoué, qui veille aux portes dans une atmosphère de forteresse : si le coronavirus rentre, ils mourront par dizaines."

Il souhaite aussi rappeler le rôle de ceux qu'on ne voit pas : *"Notre vie est envahie par des personnalités publiques, dont tout le monde connaît le nom, qui en quelque sorte entrent chez nous en permanence pour nous rassurer, nous protéger, nous dire des choses utiles ou beaucoup plus contestables. Et derrière tout ça il y a une foule d'anonymes qui font leur travail extraordinaire."*

"La vie l'emportera"

"Ce qui me frappe, c'est l'inquiétude que nous avons sur l'état dans lequel nous sortirons de cette pandémie", réfléchit l'avocat. "Là dessus, je voulais partager un espoir tremblant et réel : que la vie l'emportera, l'amour, la créativité, la réforme politique l'emporteront."

Il reste donc optimiste : *"Chaque épreuve porte en elle-même la capacité d'en sortir. La Première Guerre Mondiale a été le début de l'émancipation des femmes ; 1945 a vu l'émergence des droits sociaux et de la notion de sécurité sociale. Nous avons toutes les possibilités d'en sortir meilleurs, à condition de se livrer à un petit exercice : ne pas se laisser bercer par les discours convenus, essayer de regarder la vérité en face."*

Que pense-t-il du discours très martial de l'exécutif depuis deux semaines ? *"J'ai personnellement toujours eu beaucoup de mal avec les rhétoriques du rassemblement : la qualité de la démocratie consiste à civiliser les divisions, à les faire rentrer dans un cadre acceptable qui sert une aventure commune. Le rassemblement, dans l'Histoire, on en a eu des preuves particulièrement sinistres. Je voudrais qu'on en sorte plus civilisés, pas nécessairement tous d'accord ou rassemblés."*

Des mesures sécuritaires qui ne doivent pas déborder

"Au gouvernement, ils font ce qu'ils peuvent dans une épreuve historique sans précédent", reconnaît François Sureau, qui tempère : "Moi, c'est un ton que je n'aime pas : ça me choquait déjà il y a 20 ans, ou quand un président de la République précédent, face au terrorisme, disait que "les Français avaient avant tout besoin d'être protégés". Les Français ne sont pas un troupeau de

moutons ou une garderie d'enfants. Ils n'ont pas nécessairement besoin d'être d'abord protégés ou rassurés, ils ont besoin d'une autorité politique qui leur disent la vérité, et qui les traite comme des citoyens adultes."

Il s'inquiète particulièrement que certaines mesures décidées pendant la crise ne perdurent au-delà. "Historiquement, on voit bien que le fondement des états d'urgence, c'est le caractère exceptionnel des circonstances. Ce qui me trouble, c'est que dans tous les contentieux récents, on voit bien que le discours général consiste à dire qu'il faut se doter des moyens de faire face à des circonstances exceptionnelles qui pourraient se reproduire."

"En matière de terrorisme, on nous disait "il faut suspendre la déclaration des droits", les amis de la liberté demandaient "jusqu'à quand" et on nous répondait "jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de terrorisme"", rappelle l'avocat. "Comme le terrorisme ne semblait pas s'éloigner, on a vu la prolongation de l'état d'urgence puis l'inclusion de certaines de ses dispositions dans le droit commun. Je suis inquiet sur le fait qu'un jour on nous dira : les pandémies peuvent revenir, il peut y avoir d'autres épidémies... Et donc qu'on conserve dans le droit commun ces dispositifs exceptionnels. Ça m'inquiète particulièrement pour le geotracking, et tout ce qui permet de surveiller nos vies. Ce genre de choses est acceptable en période de pandémie, mais pour en sortir ça suppose une conscience civique et une force morale chez les dirigeants, dont je ne les crois pas nécessairement capables."